

PATENT ASSIGNMENT

Electronic Version v1.1

Stylesheet Version v1.1

SUBMISSION TYPE:

NEW ASSIGNMENT

NATURE OF CONVEYANCE:

ASSIGNMENT

CONVEYING PARTY DATA

Name	Execution Date
Sedepro	05/12/2005

RECEIVING PARTY DATA

Name:	Manufacture Francaise des Pneumatiques Michelin
Street Address:	Place des Carmes-Dechaux
City:	Clermont-Ferrand Cedex 09
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	63040

PROPERTY NUMBERS Total: 45

Property Type	Number
Patent Number:	5261795
Patent Number:	5039372
Patent Number:	5143254
Patent Number:	5314095
Patent Number:	5180462
Patent Number:	5362343
Patent Number:	5281289
Patent Number:	5492669
Patent Number:	5656107
Patent Number:	5453140
Patent Number:	5616209
Patent Number:	5660656
Patent Number:	5395476
Patent Number:	5505802
Patent Number:	5626420

PATENT

500153042

REEL: 018268 FRAME: 0304

CH \$1800.00 5261795

Patent Number:	5758961
Patent Number:	5466132
Patent Number:	5439138
Patent Number:	6257292
Patent Number:	5798076
Patent Number:	5622669
Patent Number:	5639326
Patent Number:	6017206
Patent Number:	5908531
Patent Number:	6143110
Patent Number:	5853526
Patent Number:	6203641
Patent Number:	5683643
Patent Number:	5587030
Patent Number:	5655891
Patent Number:	5609705
Patent Number:	5702548
Patent Number:	6808569
Patent Number:	6425429
Patent Number:	6093267
Patent Number:	5853648
Patent Number:	5951815
Patent Number:	5971050
Patent Number:	6167934
Patent Number:	5980810
Patent Number:	6312148
Patent Number:	6468062
Patent Number:	6463978
Patent Number:	6641690
Patent Number:	6969438

CORRESPONDENCE DATA

Fax Number: (212)972-5487

Correspondence will be sent via US Mail when the fax attempt is unsuccessful.

Phone: 212-687-2770

Email: Docket@cplplaw.com

Correspondent Name: Cohen, Pontani, Lieberman & Pavane
Address Line 1: 551 Fifth Avenue
Address Line 4: New York, NEW YORK 10176

ATTORNEY DOCKET NUMBER:

5460-0

NAME OF SUBMITTER:

//Thomas Langer//

Total Attachments: 11

source=20060919114545#page1.tif

source=20060919114545#page2.tif

source=20060919114545#page3.tif

source=20060919114545#page4.tif

source=20060919114545#page5.tif

source=20060919114545#page6.tif

source=20060919114545#page7.tif

source=20060919114545#page8.tif

source=20060919114545#page9.tif

source=20060919114545#page10.tif

source=20060919114545#page11.tif

**DECISION DE DISSOLUTION DE LA SOCIETE
SEDEPRO**

Société par actions simplifiée au capital de € 26 200 005
Siège social : 23, rue Breschet – CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme)
350 269 320 R.C.S. CLERMONT-FERRAND

La soussignée, la MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN, Société en commandite par actions au capital de € 304 000 000, ayant son siège social Place des Carmes-Déchaux à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de cette même ville sous le n° 855 200 507, représentée par Monsieur Michel MARCAILLOU, Fondé de pouvoir,

Agissant en qualité d'Associé unique de la Société SEDEPRO,

Décide :

La dissolution de la Société SEDEPRO, par anticipation et sans procéder à sa liquidation, avec transmission de l'intégralité de son patrimoine à la MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN, prenant en considération la détention par la MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN de la totalité des 1 746 667 actions composant le capital social de la Société SEDEPRO et les dispositions de l'article 8 alinéa 1^{er} du Décret n° 78-704 du 3 juillet 1978.

En conséquence, la dissolution de la Société SEDEPRO prendra effet le jour de la date d'expiration du délai d'opposition des créanciers prévu à l'article 1844-5 alinéa 3 du Code Civil, sauf à être reportée en cas d'opposition à la date du rejet de celle-ci en première instance, ou du remboursement effectif des créances ou de la constitution de garanties selon la décision prise par le Tribunal.

La soussignée déclare en outre que, jusqu'à cette date, elle assurera la gestion courante de la Société SEDEPRO, sa représentation en justice ainsi que l'accomplissement de toutes formalités nécessaires.

La présente opération sera réalisée à la valeur nette comptable des éléments transmis, conformément aux principes comptables en vigueur.

Au regard de l'impôt sur les résultats, conformément au 3° du I de l'article 210-0 A du Code Général des Impôts, la soussignée entend placer cette dissolution sous le régime spécial prévu à l'article 210 A du Code Général des Impôts applicable en matière de fusion et opérations assimilées. Dans ce cadre, elle s'engage à respecter les prescriptions prévues au 3 de l'article 210 A du Code Général des Impôts :

- a. Elle doit reprendre à son passif :
 - d'une part, les provisions dont l'imposition est différée ;
 - d'autre part, la réserve spéciale où la société confondue a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement au taux réduit de 10 %, de 15 %, de 18 %, de 19 % ou de 25 % ainsi que la réserve où ont été portées les provisions pour fluctuation des cours en application du sixième alinéa du 5° du 1 de l'article 39 ;
- b. Elle doit se substituer à la société confondue pour la réintégration des résultats dont la prise en compte avait été différée pour l'imposition de cette dernière ;

- c. Elle doit calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société confondue ;
- d. Elle doit réintégrer dans ses bénéfices imposables les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. La réintégration des plus-values est effectuée par parts égales sur une période de quinze ans pour les constructions et les droits qui se rapportent à des constructions ainsi que pour les plantations et les agencements et aménagements des terrains amortissables sur une période au moins égale à cette durée ; dans les autres cas, la réintégration s'effectue par parts égales sur une période de cinq ans. Lorsque le total des plus-values nettes sur les constructions, les plantations et les agencements et aménagements des terrains excède 90 p. 100 de la plus-value nette globale sur éléments amortissables, la réintégration des plus-values afférentes aux constructions, aux plantations et aux agencements et aménagements des terrains est effectuée par parts égales sur une période égale à la durée moyenne pondérée d'amortissement de ces biens. Toutefois, la cession d'un bien amortissable entraîne l'imposition immédiate de la fraction de la plus-value afférente à ce bien qui n'a pas encore été réintégrée. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieurs afférents aux éléments amortissables sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport ;
- e. Elle doit inscrire à son bilan les éléments autres que les immobilisations pour la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société confondue. A défaut, elle doit comprendre dans ses résultats de l'exercice au cours duquel intervient l'opération le profit correspondant à la différence entre la nouvelle valeur de ces éléments et la valeur qu'ils avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société confondue.

Elle s'engage également à soumettre, s'il y a lieu, à la TVA les cessions ultérieures des biens et à procéder, le cas échéant, aux régularisations prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II du Code Général des Impôts qui auraient été exigibles si la Société SEDEPRO avait continué à utiliser ces biens.

Il est en outre précisé que, conformément à l'instruction 4I-1-03 du 7 juillet 2003, la Soussignée entend donner effet rétroactif au 1^{er} janvier 2005 à la présente opération au regard de l'imposition des bénéfices. En conséquence, les opérations réalisées par la Société confondue postérieurement au 31 décembre 2004, date de la clôture du dernier exercice, seront réputées avoir été réalisées par la Soussignée.

Fait en cinq originaux,
dont un pour l'Enregistrement,
A Clermont-Ferrand, le 12 mai 2005.

Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE CLERMONT NO

Le 13/05/2005 Bordereau n°2005/293 Case n°11

Enregistrement : 230 €

Timbre : 30 €

Total liquidé : deux cent soixante euros

Montant reçu : deux cent soixante euros

Le Comptable des Impôts

Ext 1608


Michel MARCAILLOU,
Fondé de pouvoir.

 Nicole DEFARGUES
Contrôleur principal

PATENT
REEL: 018268 FRAME: 0308

CERTIFICATION OF TRANSLATION

I, Robin Holding, having an office at 948 15th Street, #4, Santa Monica, California 90403, hereby certify that I am well acquainted with both the English and French languages and that to the best of my knowledge and ability, the appended document is a true and faithful translation of

a decision by the MANUFACTURE FRANÇAISE DES
PNEUMATIQUES MICHELIN to dissolve the SEDEPRO company,
dated May 12, 2005.

09-08-2006

Date

Robin Holding

Robin Holding

DECISION TO DISSOLVE THE SEDEPRO COMPANY

A simplified joint stock company with capital of € 26,200,005
Headquarters: 23, rue Breschet, CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme)
350 269 320 Commercial Register of Clermont-Ferrand

The undersigned, the MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN, a company limited by shares with capital of € 304,000,000, having its headquarters at Place des Carmes-Déchaux in Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) and registered with the Commercial Register of that same city under the number 855 200 507, represented by Mr. Michel MARCAILLOU, Agent with Power of Attorney,

Acting in its capacity as Sole Partner of the SEDEPRO company,

Hereby decides:

To dissolve the SEDEPRO company, in anticipation and without effecting its liquidation, with the transfer of its assets as an entirety to the MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN, taking into consideration the ownership by the MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN of all 1,746,677 shares comprising the capital stock of the SEDEPRO company and the provisions of Article 8, paragraph 1 of Decree No. 78-704 of July 3, 1978.

Consequently, the dissolution of the SEDEPRO company will take effect the same day as the expiration date of the creditors' objection period provided for in Article 1844-5, paragraph 3 of the Civil Code, unless deferred, in the event of an objection, to the date of the latter's rejection in court, or the effective date for repayment of creditors, or the date of the settlement of guarantees, depending on the decision made by the Court.

The undersigned further declares that, until that date, it will ensure the day-to-day management of the SEDEPRO company, its legal representation, and the performance of all necessary formalities.

The present transaction will be concluded at the net book value of the assets transferred, in accordance with the current statutory accounting principles.

As concerns the taxes on the profits, in accordance with point 3 of paragraph I of Article 210-0 A of the General Tax Code, the undersigned intends to place this dissolution under the preferential tax regime provided for in Article 210 A of said General Tax Code, which is applicable to mergers and similar transactions. In this respect, it agrees to comply with the prescriptions provided for in Article 210 A of the General Tax Code;

- a. It must assume as its liabilities:
 - first, the provisions for which taxation is deferred;
 - second, the special reserve to which the merged company has charged long-term capital gains that are entirely subject to the reduced rate of 10%, 15%, 18%, 19% or 25%, and the reserve to which have been charged provisions for price changes in application of the sixth paragraph of point 5 of paragraph I of Article 39;
- b. It must substitute for the merged company in the reinstatement of profits whose realization was tax deferred for the latter.

- c. It must calculate the capital gains realized subsequent to the time of transfer of the nondepreciable fixed assets assigned to it based on the value they had, from a tax standpoint, in the merged company's accounts;
- d. It must reinstate in its taxable profits the capital gains resulting from the transfer of the depreciable assets. The reinstatement of the capital gains is effected in equal parts over a period of fifteen years for buildings and the rights related to these buildings, and for plantations and the development and improvement of depreciable land over a period equal to at least that duration; in all other cases, the reinstatement is effected in equal parts over a period of five years. When the total net capital gains on buildings, plantations, and the development and improvement of depreciable land exceeds 90 percent of the overall net capital gain on depreciable assets, the reinstatement of the capital gains related to buildings, plantations and the development and improvement of land is effected in equal parts over a period equal to the average weighted depreciation period of these assets. However, the transfer of a depreciable asset results in the immediate taxation of the portion of the capital gain related to this asset that has not yet been reinstated. Per contra, subsequent depreciations and capital gains related to depreciable assets are calculated based on their assessed value at the time of the transfer;
- e. It must enter into its balance sheet any assets other than the fixed assets at the value they had, from a tax standpoint, in the merged company's accounts. Failing that, it must include in its income for the fiscal year during which the transaction occurred the profit corresponding to the difference between the new value of these assets and the value they had, from a tax standpoint, in the merged company's accounts.

It also agrees to submit, as required, to the TVA authorities the subsequent transfers of assets and if necessary, to make the adjustments provided for in Articles 210 and 215 of Annex II of the General Tax Code that would have been payable if the SEDEPRO Company had continued to use these assets.

It is further specified that, in accordance with instruction 4I-1-03 of July 7, 2003, the Undersigned intends to make the present transaction effective retroactive to January 1, 2005 with respect to the taxation of profits. Consequently, the transactions realized by the merged Company after December 31, 2004, the closing date of the last fiscal year, will be considered to have been realized by the Undersigned.

Five originals, including one for
the Registration Office, signed in
Clermont-Ferrand on May 12, 2005.

[SIGNATURE]

Registered at: MAIN OFFICE – CLERMONT NO
On 05/13/2005 Confirmation slip no. 2005/293 Box no. 13 Ext. 1608
Registration fee: 230 €
Stamp duty: 30 €
Total due : two hundred sixty euros
Amount received: two hundred sixty euros
Tax agent:

Michel MARCAILLOU,
Agent with Power of Attorney

Nicole DEFARGUES
Chief Auditor *[SIGNATURE]*

EXTRAIT DU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

IMMATRICULATION PRINCIPALE AU R.C.S. EN DATE DU 15/10/2002

No DE REGISTRE DU COMMERCE

R.C.S. CLERMONT FERRAND 350 269 320 No de GESTION 2002 B 549

RAISON SOCIALE OU DENOMINATION

SEDEPRO

SIGLE

NEANT

NOM COMMERCIAL

NEANT

FORME ET CAPITAL

Société par actions simplifiée

AU CAPITAL DE 26 200 005.00 EUR (FIXE)

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL

23, RUE BRECHET - 63000 CLERMONT-FERRAND

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE ET AUTRES PERSONNES LIEES A LA SOCIETE

----Président

NOM D'USAGE : CAMELOT

PRENOM(S) : ANDRE

7, PL. MICHEL DE L'HOSPITAL - 63000 CLERMONT-FERRAND

NATIONALITE FRANCAISE

NE(E) LE 08/09/1939 A LE TOUQUET PARIS PLAGE(62)

----Fondé de pouvoir

NOM PATRONYMIQUE : ROLLIER

PRENOM(S) : MICHEL

16, A COURS SABLON - 63000 CLERMONT-FERRAND

NATIONALITE FRANCAISE

NE(E) LE 19/09/1944 A ANNECY(74)

----Commissaire aux comptes titulaire

NOM D'USAGE : PAUL

PRENOM(S) : DOMINIQUE

11, RUE MARGUERITTE - 75017 PARIS

NATIONALITE FRANCAISE

----Commissaire aux comptes suppléant

NOM D'USAGE : FLURY

PRENOM(S) : GUY

11, RUE MARGUERITTE - 75017 PARIS

NATIONALITE FRANCAISE

ORIGINE DU FONDS

TRANSFERT DU SIEGE ET PRINCIPAL DE 75015 PARIS 230 RUE LECOURBE A CLERMONT FERRAND 23 RUE BRECHET A COMPTER DU 30.09.02

ACTIVITE EXERCEE

TOUTES OPERATIONS COMMERCIALES, INDUSTRIELLES, FINANCIERES, MOBILIERES, IMMOBILIERES ET NOTAMMENT TOUTES PRISES DE PARTICIPATIONS

ENSEIGNE

NEANT

R.C.S. CLERMONT FERRAND 350 269 320 No de GESTION 2002 B 549

ADRESSE DU PRINCIPAL ETABLISSEMENT

23, RUE BRECHET - 63000 CLERMONT-FERRAND

DATE DE COMMENCEMENT DE L'EXPLOITATION

16/03/1989

PREMIER AVIS PUBLIE AU B.O.D.A.C.C.

NEANT

PROPRIETAIRE - EXPLOITANT PRECEDENT

NEANT

TITRE ET DATE DU JOURNAL D'ANNONCES LEGALES

NEANT

ELECTION DE DOMICILE POUR LES OPPOSITIONS

NEANT

OBJET SOCIAL

L'OBJET SOCIAL N'A PLUS A ETRE DECLARE DANS LA DEMANDE D'IMMATRICULATION ET EST REMPLACE PAR LES ACTIVITES PRINCIPALES DE L'ENTREPRISE. DECRET NO 87-970 DU 03/12/87.

DUREE DE LA SOCIETE

99 ANS AU 14/03/2088

DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE SOCIAL

31/12

DATE ET NO DE DEPOT DE L'ACTE AU GREFFE

NEANT

TITRE ET DATE DU JOURNAL D'ANNONCES LEGALES

L'ANNONCEUR LEGAL, LE 03/10/2002

DEPOT INITIAL AU GTC PARIS N.329 DU 10.03.89 PUBLICITE : LES PETITES AFFICHES DU 20.02.89

MODE D'EXPLOITATION DU FONDS

EXPLOITATION DIRECTE

ANNEXES

---- MODIFICATIVE DU 07/11/2003 NO 0-5888

Capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social

CONTINUATION DE LA SOCIETE MALGRE UN ACTIF NET DEVENU INFERIEUR A LA MOITIE DU CAPITAL

DATE D'EFFET : 15/10/2003

---- MODIFICATIVE DU 20/07/2005 NO 0-4061

Dissolution par réunion des parts ou actions en une seule main

DISSOLUTION ANTICIPEE DE LA SOCIETE SUITE A TRANSMISSION DU PATRIMOINE A L'ASSOCIETE UNIQUE LA MANUFACTURE

FRANCAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN - PUBLICITE : LES PETITES AFFICHES DU 14.05.05

DATE D'EFFET : 12/05/2005

OBSERVATIONS

NEANT

AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

NEANT

IMMATRICULATIONS SECONDAIRES

NEANT

RADIATION DU R.C.S. LE 21/07/2005 NO 4084

A COMPTER DU 15/06/2005

Transmission universelle du patrimoine

INDICATIONS CONCERNANT LA SOCIETE

DISPARITION DE LA PERSONNE MORALE A COMPTER DU 15.06.05

PATENT**REEL: 018268 FRAME: 0313**

R.C.S. CLERMONT FERRAND 350 269 320 No de GESTION 2002 B 549

=====

FIN DE L'EXTRAIT COMPRENANT 3 PAGES

=====

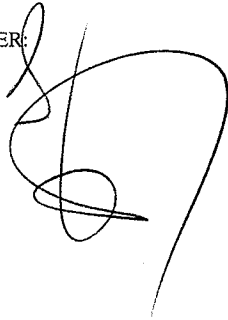
TOUTE MODIFICATION OU FALSIFICATION DU PRESENT EXTRAIT EXPOSE A DES POURSUITES PENALES. SEUL LE GREFFIER EST LEGALEMENT HABILITE A DELIVRER DES EXTRAITS SIGNES EN ORIGINAL. TOUTE REPRODUCTION DU PRESENT EXTRAIT, MEME CERTIFIEE CONFORME, EST SANS VALEUR.

=====

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME ET DELIVRE LE

15/06/2006

LE GREFFIER:



K BIS Model

ABSTRACT OF THE COMPANIES REGISTRY

PRINCIPAL REGISTRATION WITH THE COMPANIES REGISTRY DATED 15 OCTOBER 2002

REGISTRATION NUMBER

R.C.S. CLERMONT FERRAND 350 269 320 CONTROL No. 2002 B 549

CORPORATE NAME OR COMPANY NAME

SEDEPRO

ACRONYM

NONE

BUSINESS NAME

NONE

FORM AND CAPITAL

Simplified joint stock company
26,200,005.00 EUR IN CAPITAL (FIXED)

REGISTERED OFFICES

23, RUE BRECHET - 63000 CLERMONT-FERRAND

SENIOR OFFICERS

- Chairman
LAST NAME: CAMELOT
FIRST NAME(S): ANDRE
7, PL. MICHEL DE L'HOSPITAL – 63000 CLERMONT-FERRAND
FRENCH NATIONALITY
BORN ON 08 SEPT. 1939 IN LE TOUQUET PARIS PLAGE (62)
- Signing Officer
LAST NAME: ROLLIER
FIRST NAME(S): MICHEL
16, COURS SABLON – 63000 CLERMONT-FERRAND
FRENCH NATIONALITY
BORN ON 19 SEPT. 1944 IN ANNECY (74)
- Statutory Auditor
LAST NAME: PAUL
FIRST NAME(S): DOMINIQUE
11, RUE MARGUERITE – 75017 PARIS
FRENCH NATIONALITY
- Alternate Auditor
LAST NAME: FLURY
FIRST NAME(S): GUY
11, RUE MARGUERITE – 75017 PARIS
FRENCH NATIONALITY

Visé NE VARIETUR sous le n°
Marie-Paule WAGNER
Expert-Traducteur Juré

43768

20 FEB. 2006

ORIGIN OF GOODWILL

TRANSFER OF THE REGISTERED OFFICES AND PRINCIPAL FROM 75015 PARIS 230 RUE LECOURBE
TO CLERMONT FERRAND 23 RUE BRECHET DATED 30 SEPTEMBER 2002

COMMERCIAL ACTIVITY

ALL COMMERCIAL, INDUSTRIAL, FINANCIAL, FURNITURE & FIXTURES AND REAL ESTATE OPERATIONS
AND NOTABLY ALL ACQUISITIONS OF HOLDINGS

BANNER

NONE

R.C.S. CLERMONT FERRAND 350 269 320 CONTROL No. 2002 B 549

ADDRESS OF THE PRINCIPAL ESTABLISHMENT

23, RUE BRECHET – 63000 CLERMONT-FERRAND

DATE OF START OF BUSINESS

16 March 1989

FIRST ANNOUNCEMENT PUBLISHED IN THE B.O.D.A.C.C.

NONE

PREVIOUS OWNER – PROPRIETOR

NONE

TITLE AND DATE OF THE JOURNAL OF LEGAL NOTICES

NONE

DOMICILIATION FOR CLAIMS

NONE

OBJECT OF THE COMPANY

THE OBJECT OF THE COMPANY NO LONGER NEEDS TO BE DECLARED IN THE REGISTRATION
AND IS REPLACED BY THE COMPANY'S PRINCIPAL COMMERCIAL ACTIVITIES. DECREE NO. 87-970
DATED 03 DEC. 1987.

DURATION OF THE COMPANY

99 YEARS TO 14 MARCH 2088

DATE OF ACCOUNT CLOSURE

31 DECEMBER

FILING DATE AND NUMBER OF THE DEED FROM THE CLERK'S OFFICE

NONE

TITLE AND DATE OF THE JOURNAL OF LEGAL NOTICES

L'ANNONCEUR LEGAL, 03 OCTOBER 2002

INITIAL FILING WITH GTC PARIS N.329 DATED 10 MARCH 1989 NOTICE IN: LES PETITES AFFICHES
DATED 20 FEBRUARY 1989.

USE OF GOODWILL

DIRECT USE

APPENDIXES

- AMENDMENT DATED 07 NOVEMBER 2003 NO. 0-5888
Shareholders' equity less than half the registered capital
CONTINUATION OF THE COMPANY DESPITE NET ASSETS AMOUNTING TO LESS THAN HALF
THE CAPITAL
EFFECTIVE DATE: 15 OCTOBER 2003
- AMENDMENT DATED 20 JULY 2005 NO. 0-4061
Dissolution by transmission of assets to the sole associate
EARLY DISSOLUTION OF THE COMPANY FOLLOWING TRANSMISSION OF THE ASSETS TO THE
SOLE ASSOCIATE, THE FRENCH TYRE MANUFACTURER MICHELIN – NOTICE IN: LES PETITES
AFFICHES DATED 14 MAY 2005.
EFFECTIVE DATE: 12 MAY 2005

OBSERVATIONS

NONE

OTHER ESTABLISHMENTS COVERED

NONE

SECONDARY REGISTRATIONS

NONE

DELISTING FROM THE R.C.S. ON 21 JULY 2005 NO. 4084

EFFECTIVE ON 15 JUNE 2005

Universal transmission of assets

INFORMATION CONCERNING THE COMPANY

CESSATION OF THE ENTITY EFFECTIVE 15 JUNE 2005

R.C.S. CLERMONT FERRAND 350 269 320 CONTROL No. 2002 B 549

END OF THE ABSTRACT CONTAINING

3

PAGES

ANY MODIFICATION OR FALSIFICATION OF THE PRESENT ABSTRACT WILL LEAD TO PROSECUTION. ONLY THE CLERK IS LEGALLY AUTHORISED TO ISSUE ABSTRACTS SIGNED AS ORIGINALS. ANY REPRODUCTION OF THE PRESENT ABSTRACT, EVEN CERTIFIED TRUE COPIES, SHALL BE INVALID.

FOR CERTIFIED TRUE ABSTRACT ISSUED ON

19 DECEMBER 2005

[FRENCH ORIGINAL SIGNED]

THE CLERK



43768

PATENT